ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice, le 14 janvier 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant fixation des conditions de formation que les agents judiciaires revêtus du grade d'agent-inspecteur et d'agent-opérateur doivent réunir pour le commissionnement en qualité d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi", a donné le 17 février 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 14 januari 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende vaststelling van de vormingsvoorwaarden waaraan de gerechtelijke agenten met de graad van agent-inspecteur en agent-operateur moeten voldoen voor de aanstelling in de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des konings", heeft op 17 februari 1992 het volgend advies gegeven :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'Etat attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

OBSERVATION GENERALE.

Les dispositions réglementaires relatives à l'organisation de la police judiciaire ainsi qu'au statut des membres de celle-ci se trouvent éparpillées dans de nombreux arrêtés, dont certains, parfois fort anciens, ont été modifiés à de multiples reprises. L'ensemble n'est guère cohérent dès lors que des aspects d'une même matière font l'objet d'arrêtés royaux différents sans lien logique apparent entre eux.

A titre d'exemple, on observera que la carrière des agents est réglée simultanément par l'arrêté royal du 3 avril 1929 qui porte organisation de la sûreté publique, par l'arrêté royal du 2 décembre 1969 relatif à certains grades nouveaux de la hiérarchie des officiers et agents

judiciaires près les parquets et du personnel technique des laboratoires de police scientifique, ainsi que par deux arrêtés royaux du 25 novembre 1991, sans compter toutes les dispositions spéciales insérées dans les textes spécifiques à certains services de la police judiciaire.

Il serait utile, dans un souci de sécurité juridique, de coordonner les diverses dispositions dans un arrêté royal regroupant l'ensemble des règles relatives à la police judiciaire et au statut de son personnel.

## EXAMEN DU TEXTE.

### INTITULE.

L'arrêté en projet n'a pas pour seul objet de fixer les conditions de formation auxquelles le commissionnement est subordonné. En son article 1er, il fixe les grades dont les agents judiciaires doivent être titulaires pour être commissionnés; l'article 3 du projet a trait à l'octroi et au retrait de la qualité d'officier de police judiciaire à certains agents judiciaires.

L'intitulé suivant est proposé :

"Arrêté royal relatif au commissionnement de certains agents judiciaires en qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi".

PREAMBULE.

Alinéa 1er.

Il convient de mentionner toutes les modifications apportées à l'article 8 de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets.

L'alinéa 1er doit donc être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, notamment l'article 8 modifié par les lois des 21 août 1948 et 18 juillet 1991;".

Alinéa 2.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 relatif au Comité régulateur des polices judiciaires des parquets, il y a lieu de mentionner la date à laquelle l'avis a été donné.

L'alinéa 2 doit donc être complété par les mots "donné le 23 octobre 1991".

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 doit être rédigé comme il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

DISPOSITIF.

Article 1er.

L'article 2 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant la nouvelle loi communale et la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets a inséré la disposition suivante dans l'article 8 de la loi du 7 avril 1919 :

> "Le procureur général près la cour d'appel peut commissionner en qualité d'officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi, les agents judiciaires revêtus du grade d'agent-inspecteur et d'agent-opérateur qui ont une ancienneté de service de cinq années au moins et qui réunissent les conditions de formation fixées par le Roi".

Eu égard à cette disposition législative, l'article 1er du projet appelle les observations suivantes :

1. Ainsi que l'a observé le comité régulateur des polices judiciaires dans son avis du 23 octobre 1991, il est inexact d'utiliser le terme "commissionne", qui implique l'obligation de commissionner, alors que la loi attribue aux procureurs généraux près les cours d'appel la faculté de commissionner.

2. La référence à l'exigence d'une ancienneté de service de cinq années doit être omise dès lors que cette condition est fixée par la loi.

3. L'article 2 de la loi du 18 juillet 1991 est issu d'un amendement déposé par le gouvernement lors de l'examen du projet par la Commission de la justice de la Chambre des Représentants (1). Cet amendement était justifié comme suit :

> "L'amendement poursuit le même objectif que l'article 2 du projet de loi, à savoir placer dans le texte même de la loi organique de la police judiciaire près les parquets la compétence judiciaire de ses membres, à l'instar de ce qui a été fait dans les lois sur la police communale en 1986 et de la gendarmerie en 1957. La compétence d'officier de police judiciaire est encore attribuée à certains membres de la P.J. par l'arrêté-loi du 1er février 1947.
>
> L'évolution des conditions de formation des membres de la P.J. permet que la formule du commissionnement puisse s'appliquer plus rapidement, dans des conditions restrictives d'ancienneté et de formation.

(1) Doc. Ch. 1381 (1990-1991), n° 2.

Le grade d'agent-opérateur recouvre les fonctions d'agent-opérateur de laboratoire de police scientifique et d'agent-opérateur d'identification judiciaire" (1).

La fonction d'électrotechnicien du service des télécommunications, visée à l'article 1er, 2°, du projet, n'est pas expressément rangée par la loi parmi les grades donnant accès au commissionnement et n'a pas été citée lors des travaux préparatoires.

Cette fonction, qui est identifiée de façon séparée au cadre organique (2), ne paraît pas pouvoir être assimilée aux grades d'agent-inspecteur et d'agent-opérateur, l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 13 février

---

(1) Ainsi rectifié en commission (Doc. Ch. 1381, 1990-1991, n° 3, p. 4), où il fut aussi ajouté que : "L'amendement a pour but de renforcer le travail judiciaire de la P.J. en augmentant le nombre d'officiers de police judiciaire".

(2) Arrêté royal du 6 décembre 1991 qui les distingue des "agents judiciaires" (sensu stricto).

1985 (1) se bornant à conférer aux électrotechniciens la qualité "d'agent judiciaire", ce qui ne paraît pas suffire à les assimiler aux membres du personnel titulaires du grade d'agent judiciaire (sensu stricto), notamment pour l'application de l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 3 avril 1929, dès lors que les électrotechniciens sont recrutés, aux termes de l'article 6, 3°, de l'arrêté royal du 13 février 1985, non point sur concours de recrutement mais à la suite d'un examen de capacité et doivent accomplir un stage d'une durée limitée à une année, au lieu de deux pour les agents judiciaires proprement dits.

A l'article 1er, 2°, du projet, les mots "et les électrotechniciens du service des télécommunications" doivent, dès lors, être omis.

En conséquence, il est proposé de rédiger l'article 1er de la manière suivante :

"Pour le commissionnement prévu à l'article 8, alinéa 5, de la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, sont considérés :

1° comme agents-inspecteurs : les agents judiciaires titulaires du grade d'agent-inspecteur judiciaire, d'agent-inspecteur judiciaire principal ou d'agent-inspecteur judiciaire principal de première classe;

---

(1) Arrêté royal portant réorganisation du service des télécommunications de la police judiciaire près les parquets.

2° comme agents-opérateurs : les agents judiciaires titulaires du grade d'agent-opérateur de laboratoire, d'agent-opérateur principal de laboratoire, d'agent-opérateur principal de laboratoire de première classe, d'opérateur d'identification judiciaire, d'opérateur principal d'identification judiciaire, d'opérateur principal de première classe d'identification judiciaire".

Article 2.

Aux fins de mettre en oeuvre l'habilitation donnée au Roi, par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1991, de fixer les conditions de formation qui doivent être remplies pour être commissionné en qualité d'officier de police judiciaire, l'article 2 du projet opte pour une énumération de diplômes, certificats, brevets ou attestations dont les agents judiciaires doivent être porteurs.

L'énumération à laquelle procède le projet appelle plusieurs observations.

1. L'article 2, 1°, du projet vise "le certificat qui sera délivré à partir du 1er janvier 1993 aux agents

judiciaires, après qu’ils aient (1) réussi les examens de la

---

(1) Il faut écrire "auront".

première partie du degré moyen de l'Ecole de criminologie et de police scientifique".

L'arrêté royal du 14 septembre 1936 ne prévoit pas l'organisation d'un examen faisant la preuve de la réussite d'une "première partie du degré moyen" et encore moins la délivrance d'un certificat attestant la réussite de cet examen; aucune disposition réglementaire ne permet de déterminer le contenu de la "première partie du degré moyen".

Il s'agit en réalité d'une réglementation par référence qui anticpe une modification future des dispositions organiques de l'Ecole de criminologie et de police scientifique.

Dans son avis L. 21.292/2 du 7 novembre 1991, la section de législation du Conseil d'Etat a émis l'objection fondamentale suivante à l'égard d'un tel procédé, à l'occasion du projet qui est devenu l'arrêté royal du 25 novembre 1991 relatif au recrutement des officiers et agents judiciaires près les parquets et dont l'article 3, 3° et 4°, se réfère à "la première partie du degré supérieur de l'Ecole" :

> "Il faut éviter toute interférence entre les dispositions organiques concernant l'Ecole de criminologie et de police scientifique, d'une part, et les conditions de recrutement des officiers et agents judiciaires, d'autre part.
>
> Pour cela, il faut, d'abord, modifier l'arrêté organique de l'Ecole de criminologie et de police scientifique et, quand cette modification aura été faite, adapter l'arrêté relatif au recrutement à cette modification.

Il faut donc omettre le 3° de l’article 3".

Indépendamment de cette observation, le contenu de la disposition appelle l’importante objection suivante.

En vertu de l’article 8, alinéa 2, 1°, de l’arrêté royal du 25 novembre 1991, précité, l’assistance au cours de la première partie du degré moyen de l’Ecole et "la réussite des cours" font partie du stage d’agent judiciaire.

L’article 1er de l’arrêté royal du 3 avril 1929 prévoit, quant à lui, qu’après la période de stage, l’agent judiciaire qui est confirmé dans ses fonctions, porte le titre d’agent-inspecteur judiciaire.

Dans le régime mis en place par l’arrêté royal du 25 novembre 1991, tous les agents-inspecteurs seront donc nécessairement titulaires du certificat de réussite des examens de la première partie du degré moyen de l’Ecole.

Sur ce point, le projet ne respecte pas la volonté du législateur qui a subordonné la faculté de commissionner un agent judiciaire en qualité d’officier judiciaire non seulement à des conditions ayant trait au grade et à l’ancienneté mais, en outre, à des "conditions restrictives de formation". Cette dernière exigence, qui s’ajoute aux conditions relatives au grade et à l’ancienneté, renvoie à une formation donnée à l’agent judiciaire après sa nomination à l’un des grades prévus par la loi, et non pas à une formation dont le candidat doit justifier avant d’être nommé, sous peine de priver la loi de toute signification.

2. L’article 2, 1°, du projet, à l’instar d’autres arrêtés royaux d’ailleurs (1), vise également le certificat du degré moyen de l’Ecole de criminologie et de police scientifique.

L’article 10, alinéa 6, de l’arrêté royal du 14 septembre 1936 portant révision et coordination des statuts de l’Ecole de criminologie et de police scientifique ne prévoit l’octroi d’un "certificat de capacité" que pour les "récipiendaires" ayant réussi l’examen du degré inférieur, degré qui a toutefois été supprimé et remplacé par le degré moyen depuis l’entrée en vigueur de l’arrêté royal du 18 octobre 1938 (2).

L’occasion devrait être mise à profit pour adapter l’article 10 de l’arrêté royal du 14 septembre 1936 aux modifications apportées à l’article 6 du même arrêté par l’arrêté royal du 18 octobre 1938 et ensuite par l’arrêté royal du 15 janvier 1991.

3. L’article 2, 2°, du projet, vise un "brevet de commissaire ou commissaire adjoint de police".

Il s’agit, en réalité, de l’ancien brevet de candidat commissaire et commissaire adjoint de police prévu par un arrêté royal du 12 avril 1965 qui a été abrogé par

---

(1) Cfr, par exemple, l’article 1er, § 1er, alinéa 2, de l’arrêté royal du 3 avril 1929 dans son texte actuel.

(2) Arrêté royal modifiant l’arrêté royal du 14 septembre 1936 portant révision et coordination des statuts de l’Ecole de criminologie et de police scientifique.

l’arrêté royal du 25 juin 1991 (1), moyennant la mise sur pied d’un régime transitoire.

Si l’auteur du projet veut que les agents qui sont actuellement porteurs d’un tel brevet acquis sous l’empire d’une réglementation abrogée, puissent également être commissionnés, il lui appartient d’insérer cette règle dans une disposition transitoire distincte indiquant l’intitulé exact du brevet, la réglementation conformément à laquelle ce brevet doit avoir été délivré et, le cas échéant, les conditions auxquelles les agents peuvent s’en prévaloir.

4. L’article 2, 4°, du projet vise une "attestation par laquelle il apparaît que l’agent judiciaire a réussi l’examen de capacité ou le concours d’officier judiciaire, de chef de laboratoire ou de chef du service des télécommunications".

a) L’examen de capacité était prévu par l’article 2, 4°, de l’arrêté royal du 7 mai 1921 qui porte organisation de la police judiciaire, modifié notamment par l’arrêté royal du 24 juillet 1956. L’arrêté royal du 7 mai 1921 a été abrogé par l’arrêté royal du 25 novembre 1991 (article 16) qui remplace l’examen de capacité par un concours de recrutement et d’accession.

---

(1) portant les dispositions générales relatives à la formation des officiers de la police communale, aux conditions de nomination aux grades d’officier de la police communale et aux conditions de recrutement et de nomination au grade d’aspirant officier de la police communale.

La condition tenant à la réussite de l’examen de capacité doit, dès lors, faire l’objet d’une disposition transitoire distincte, ainsi qu’il a été dit à propos de l’article 2, 2°, du projet; le texte devrait spécifier expressément qu’il s’agit de l’examen de capacité d’officier judiciaire.

b) Il ne ressort pas de l’arrêté royal du 17 octobre 1991 relatif aux laboratoires de police technique et scientifique, qu’un concours spécifique serait prévu pour les emplois de chef de laboratoire, de sorte que l’on n’aperçoit pas le sens de la référence qui est faite à un concours de chef de laboratoire distinct du concours d’officier judiciaire (cfr. l’article 10 de l’arrêté).

c) Conformément à l’observation qui a été faite au sujet de l’article 1er, 2°, du projet, il y a lieu d’omettre, à l’article 2, 4°, les mots "ou le chef du service des télécommunications".

d) Compte tenu des observations qui précèdent, le texte devrait être rédigé comme suit :

"4° attestation faisant foi de la réussite du concours de recrutement ou d’accession aux grades d’officier judiciaire;".

5. L’article 2, 5°, du projet est rédigé de la façon suivante :

"5° diplôme attestant (1) de la réussite de la formation de sous-officier d'élite de la gendarmerie;".

Il n'existe pas de disposition législative ou réglementaire prévoyant la délivrance d'un "diplôme" sanctionnant la réussite de la formation de sous-officier d'élite de la gendarmerie.

6. L'article 2, 7°, du projet range dans l'énumération des diplômes, certificats, brevets et attestations permettant à un agent judiciaire d'être commissionné en qualité d'officier judiciaire :

"7° (une) attestation de la réussite d'une épreuve spéciale, organisée par Notre Ministre de la Justice, portant sur la connaissance de matières relevant de la fonction d'officier de police judiciaire, auxiliaire du procureur du Roi".

Il ressort des explications du délégué du ministre que cette disposition tend à permettre, moyennant la réussite d'une "épreuve spéciale", le commissionnement d'agents qui, ou bien, compte tenu de la date de leur nomination, n'ont pas dû suivre, avec succès, les cours de l'Ecole de criminologie et de police scientifique, ou bien ont présenté les examens organisés par cette Ecole mais ont échoué à deux reprises.

Il s'agit, en somme, d'une "épreuve de rattrapage" destinée à tous les agents qui ne peuvent ou ne veulent pas

---

(1) Il conviendrait, si la disposition était maintenue, d'écrire "attestation de la réussite ...".

remplir une des autres conditions fixées par le Roi en application de l'article 2 de la loi du 18 juillet 1991.

L'article 2, 7°, du projet soulève deux objections :

a) En visant une "épreuve spéciale" indépendante de toute formation spécifique, la disposition ne peut être réputée exécuter la mission confiée au Roi de fixer les conditions de formation auxquelles doit être subordonnée le commissionnement en qualité d'officier de police judiciaire.

b) Par l'imprécision des termes utilisés - "connaissance de matières relevant de la fonction" -, elle revient à subdéléguer entièrement au ministre une compétence réservée expressément par la loi au Roi.

Cette disposition est illégale et, partant, doit être omise.

7. En conséquence des observations qui précèdent, l'article 2 doit être fondamentalement revu aux fins de déterminer avec précision les conditions de formation requises, lesquelles :

a) d'une part, doivent être distinctes des conditions exigées pour être nommé au grade d'agent-inspecteur ou d'agent-opérateur;

b) d'autre part, ne peuvent découler de la seule ancienneté de service de cinq années au moins ou de l'expérience

acquise du seul fait d’une telle ancienneté, celle-ci et la formation ayant été érigées par la loi en conditions cumulatives.

Article 3.

1. L’alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Le commissionnement ne peut être accordé que sur la proposition ... (la suite comme au projet).

2. L’article 3, alinéa 2, du projet est relatif au retrait du commissionnement en qualité d’officier de police judiciaire.

Si la loi est muette au sujet de la possibilité de procéder à un tel retrait, il serait déraisonnable de considérer que le commissionnement crée une situation

intangible à laquelle il ne pourrait jamais être porté atteinte (1).

(1) Voir, à propos d'un commissionnement à des fonctions supérieures d'agents de la coopération : arrêt DEWEZ, n° 18.803, du 2 mars 1978.

Pour que le commissionnement en qualité d'officier de police judiciaire ne crée qu'une situation purement provisoire, à laquelle il peut être mis fin à tout moment, il est nécessaire que le projet prévoie la procédure de retrait de la qualité d'officier de police judiciaire.

Ce retrait doit résulter d'un nouvel acte administratif ("acte contraire"), qui ne peut être pris que dans les cas, pour les motifs (1) et selon les procédures (2) à déterminer dans l'arrêté en projet.

Il appartient, dès lors, à l'auteur du projet d'indiquer de façon explicite que les motifs du retrait peuvent être pris soit de l'intérêt du service soit du comportement personnel de l'agent, soit de l'intérêt du service et du comportement personnel de l'agent.

Dans la mesure où il serait logique que le retrait puisse se fonder sur le comportement personnel de l'agent, celui-ci doit être préalablement entendu. Le projet doit donc être complété par les règles organisant la procédure

---

(1) Consulter, en matière de fonctions supérieures, les Tables permanentes du Recueil des arrêts du Conseil d'Etat, V° Agents et fonctionnaires publics, n° XII/H, et V° Personnel des Forces armées, n° III/D.

(2) Arrêt DESPREZ, n° 35.607, du 28 septembre 1990 : retrait de fonctions supérieures, motivé par des manquements reprochés à l'agent.

d’audition (avertissement préalable, communication du dossier, assistance par un défenseur, autorité compétente pour entendre l’agent, rédaction d’un procès-verbal d’audition, etc).

Le projet doit également préciser que l’autorité compétente pour retirer le commissionnement est le procureur général près la cour d’appel qui a commissionné l’agent judiciaire en qualité d’officier de police judiciaire (1).

Enfin, le texte devrait faire apparaître si l’avis du procureur du Roi est requis dans tous les cas ou s’il ne l’est que dans les cas où le retrait est décidé sur la proposition de l’officier commandant la brigade.

---

(1) Sur le problème de la compétence en matière de retrait des actes administratifs : arrêts JEANRAY et consorts, n° 19.621, du 15 mai 1979; MALAIVE et consorts, n° 19.967, et ALBA et consorts, n° 19.969, du 11 décembre 1979.

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de Regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de Regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

ALGEMENE OPMERKING.

De verordeningsbepalingen betreffende de organisatie van de gerechtelijke politie alsmede betreffende het statuut van de leden ervan zijn verspreid over talrijke besluiten waarvan sommige, soms zeer oude besluiten, meermaals zijn gewijzigd. Het geheel is niet erg samenhangend aangezien aspecten van een zelfde materie opgenomen zijn in verschillende koninklijke besluiten zonder dat tussen die besluiten een duidelijk logisch verband bestaat.

Bij wijze van voorbeeld zij erop gewezen dat de loopbaan van de agenten tegelijkertijd geregeld wordt door het koninklijk besluit van 3 april 1929 houdende inrichting van de openbare veiligheid, door het koninklijk besluit van 2 december 1969 betreffende bepaalde nieuwe graden in de hiërarchie van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten en van het technisch personeel van de laboratoria

voor wetenschappelijke politie, alsmede door twee koninklijke besluiten van 25 november 1991, afgezien van alle bijzondere bepalingen die zijn ingevoegd in de teksten die eigen zijn aan bepaalde diensten van de gerechtelijke politie.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het nuttig zijn de verschillende bepalingen te coördineren in een koninklijk besluit waarin de gezamenlijke regels betreffende de gerechtelijke politie en het statuut van het personeel ervan zouden worden samengebracht.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

OPSCHRIFT.

Het ontworpen besluit heeft niet alleen tot doel de opleidingsvoorwaarden vast te stellen waarvan de aanstelling afhankelijk wordt gesteld. Artikel 1 ervan bepaalt de graden die de gerechtelijke agenten moeten bekleden om te worden aangesteld; artikel 3 van het ontwerp heeft betrekking op het toekennen van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie aan sommige gerechtelijke agenten en op de intrekking van die hoedanigheid.

Het volgende opschrift wordt voorgesteld :
"Koninklijk besluit betreffende de aanstelling van sommige gerechtelijke agenten tot officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings".

AANHEF.

Eerste lid.

Alle wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 8 van de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten dienen te worden vermeld.

Het eerste lid moet dus als volgt worden gesteld :

"Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, inzonderheid op artikel 8, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948 en 18 juli 1991;".

Tweede lid.

Overeenkomstig artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 mei 1949 betreffende het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten, dient de datum te worden vermeld waarop het advies is uitgebracht.

Het tweede lid moet dus worden aangevuld met de woorden "gegeven op 23 oktober 1991".

Bovendien zou het beter zijn het tweede lid aldus te stellen :

"Gelet op het advies van het Comité tot regeling van de gerechtelijke politie bij de parketten, gegeven op 23 oktober 1991;".

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

Artikel 2 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet en de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, heeft in artikel 8 van de wet van 7 april 1919 de volgende bepaling ingevoegd :

> "De procureur-generaal bij het hof van beroep kan de gerechtelijke agenten met de graad van agent-inspecteur en van agent-operateur die minstens vijf jaar dienstanciënniteit hebben en die voldoen aan de vormingsvoorwaarden vastgesteld door de Koning, aanstellen in hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings".

Gelet op die wetsbepaling behoren bij artikel 1 van het ontwerp de volgende opmerkingen te worden gemaakt :

1. Zoals het comité tot regeling van de gerechtelijke politie erop heeft gewezen in zijn advies van 23 oktober 1991, is het niet juist de woorden "wordt toegekend" te gebruiken; deze impliceren de verplichting tot aanstelling, terwijl de wet aan de procureurs-generaal bij de hoven van beroep de mogelijkheid biedt om aanstellingen te doen.

2. De verwijzing naar de vereiste vijf jaar dienstanciënniteit moet vervallen aangezien die voorwaarde door de wet wordt vastgesteld.

3. Artikel 2 van de wet van 18 juli 1991 is ontstaan uit een amendement dat door de Regering is ingediend toen het ontwerp door de Commissie voor de Justitie van de Kamer van Volksvertegenwoordigers werd onderzocht (1). Dat amendement werd als volgt verantwoord :

> "Het amendement streeft hetzelfde doel na als artikel 2 van het wetsontwerp, namelijk in de tekst zelf van de organieke wet van de gerechtelijke politie bij de parketten, de rechtsbevoegdheid van haar leden in te lassen, naar het voorbeeld van wat gedaan werd in de wetten betreffende de gemeentepolitie (1986) en de rijkswacht (1957). De bevoegdheid van officier van gerechtelijke politie wordt ook toegekend aan bepaalde leden van de GP bij besluitwet van 1 februari 1947.
>
> De ontwikkeling van de vormingsvoorwaarden van de leden van de GP moet het hen mogelijk maken de aanstellingsformule sneller toe te passen, met inachtneming van beperkende voorwaarden van anciënniteit en vorming.
>
> De graad van agent-operateur omvat eveneens de functies van agent-operateur van een laboratorium van

---

(1) Gedr. St. Kamer 1381 (1990-1991), nr. 2.

wetenschappelijke politie en van agent-operateur van gerechtelijke identificatie" (1).

Het ambt van elektrotechnicus van de dienst telecommunicatie, bedoeld in artikel 1, 2°, van het ontwerp, wordt door de wet niet uitdrukkelijk ingedeeld bij de graden die toegang verlenen tot de aanstelling en is niet vermeld bij de parlementaire voorbereiding.

Dit ambt, dat afzonderlijk voorkomt in de personeelsformatie (2), lijkt niet te kunnen worden gelijkgesteld met de graden van agent-inspecteur en agent-operateur, aangezien artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit

---

(1) Aldus verbeterd in de commissie (Gedr. St. Kamer, 1381, 1990-1991, nr. 3, blz. 4), waar voorts ook werd gezegd :

"Het amendement wil de gerechtelijke prestaties van de gerechtelijke politie verhogen door het aantal officieren van gerechtelijke politie te doen toenemen".

(2) Koninklijk besluit van 6 december 1991, dat ze onderscheidt van de "gerechtelijke agenten" (sensu stricto).

van 13 februari 1985 (1) er zich toe bepaalt aan de elektrotechnici de hoedanigheid van "gerechtelijk agent" te verlenen, hetgeen niet lijkt te volstaan om ze gelijk te stellen met de personeelsleden die de graad bekleden van gerechtelijk agent (sensu stricto), inzonderheid voor de toepassing van artikel 1, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 april 1929, aangezien de elektrotechnici luidens artikel 6, 3°, van het koninklijk besluit van 13 februari 1985, niet worden aangeworven na een vergelijkend wervingsexamen, maar ten gevolge van een bekwaamheidsexamen en zij een proeftijd moeten vervullen van één jaar in plaats van twee, voor de eigenlijke gerechtelijke agenten.

Bijgevolg moeten in artikel 1, 2°, van het ontwerp de woorden "en de electrotechnici van de dienst telecommunicatie" vervallen.

Dienovereenkomstig wordt voorgesteld artikel 1 als volgt te redigeren :

"Voor de aanstelling bedoeld in artikel 8, vijfde lid, van de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, worden in aanmerking genomen :

1° als agenten-inspecteurs : de gerechtelijke agenten die de graad bekleden van gerechtelijk agent-inspecteur,

---

(1) Koninklijk besluit houdende reorganisatie van de dienst telecommunicatie van de gerechtelijke politie bij de parketten.

eerstaanwezend gerechtelijk agent-inspecteur of eerstaanwezend gerechtelijk agent-inspecteur eerste klasse;

2° als agenten-operateurs : de gerechtelijke agenten die de graad bekleden van agent-laboratoriumoperateur, eerstaanwezend agent-laboratoriumoperateur, eerstaanwezend agent-laboratoriumoperateur eerste klasse, operateur bij de gerechtelijke identificatie, eerstaanwezend operateur bij de gerechtelijke identificatie, eerstaanwezend operateur eerste klasse bij de gerechtelijke identificatie".

Artikel 2.

Met het oog op de tenuitvoerlegging van de bij artikel 2 van de wet van 18 juli 1991 aan de Koning gegeven machtiging tot het vaststellen van de vereisten inzake opleiding waaraan moet worden voldaan om tot officier van gerechtelijke politie te worden aangesteld, bevat artikel 2 van het ontwerp een opsomming van diploma's, getuigschriften, brevetten of attesten waarvan de gerechtelijke agenten in het bezit moeten zijn.

Bij de opsomming in het ontwerp zijn een aantal opmerkingen te maken.

1. In artikel 2, 1°, van het ontwerp is er sprake van het "het getuigschrift dat vanaf 1 januari 1993 zal afgegeven worden aan de gerechtelijke agenten nadat ze

geslaagd zijn (1) voor de examens van het eerste deel van de middelbare graad van de School voor criminologie en criminalistiek".

Het koninklijk besluit van 14 september 1936 voorziet niet in de organisatie van een examen ter bewijze van een met goed gevolg doorlopen "eerste deel van de middelbare graad" en nog minder in de uitreiking van een getuigschrift ten bewijze dat men voor dat examen is geslaagd; geen enkele verordeningsbepaling maakt het mogelijk de inhoud van het "eerste deel van de middelbare graad" te bepalen.

Het gaat in werkelijkheid om een regeling door verwijzing, die vooruitloopt op een toekomstige wijziging van de organieke bepalingen omtrent de School voor criminologie en criminalistiek.

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies L. 21.292/2 van 7 november 1991 het volgende fundamentele bezwaar geuit ten aanzien van zulk een procédé, naar aanleiding van de behandeling van het ontwerp dat het koninklijk besluit van 25 november 1991 betreffende de werving van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten is geworden en waarvan artikel 3, 3° en 4° een verwijzing bevat naar het "eerste deel van de hogere graad van de School" :

---

(1) Men schrijve : "wanneer ze zijn geslaagd".

"Er dient voor gewaakt te worden dat enerzijds de organieke bepalingen omtrent de School voor criminologie en criminalistiek en anderzijds de voorwaarden waarop gerechtelijke officieren en agenten worden aangeworven aan elkaar niet in de weg staan.

Daartoe dient eerst het organieke besluit betreffende de School voor criminologie en criminalistiek te worden gewijzigd en wanneer die wijziging tot stand is gekomen, het besluit omtrent de aanwerving aan die wijziging te worden aangepast.

Onderdeel 3° van artikel 3 behoort dus te vervallen".

Los van die opmerking is bij de inhoud van de bepaling het volgende belangrijke bezwaar te maken.

Krachtens artikel 8, tweede lid, 1°, van het voornoemde koninklijk besluit van 25 november 1991, maken het volgen van de cursussen van het eerste deel van de middelbare graad van de School en "het slagen voor de examens" deel uit van de stage van gerechtelijk agent.

In artikel 1 van het koninklijk besluit van 3 april 1929 wordt dan weer bepaald dat de gerechtelijk agent die in zijn betrekking bevestigd wordt, na zijn proeftijd de titel van gerechtelijk agent-inspecteur krijgt.

In de door het koninklijk besluit van 25 november 1991 ingestelde regeling zijn alle agenten-inspecteurs bijgevolg noodzakelijkerwijs in het bezit van het getuigschrift waaruit blijkt dat zij geslaagd zijn voor de examens over het eerste deel van de middelbare graad van de School.

Op dit punt wordt de wil van de wetgever in het ontwerp niet geëerbiedigd. Aan de mogelijkheid om een gerechtelijk agent tot gerechtelijk officier aan te stellen heeft hij niet alleen voorwaarden verbonden die betrekking hebben op de graad en de anciënniteit, doch bovendien ook "beperkende voorwaarden van vorming". Dit vereiste dat komt bij de voorwaarden inzake graad en anciënniteit, verwijst naar een opleiding die aan de gerechtelijk agent wordt gegeven na zijn benoeming tot een van de door de wet voorgeschreven graden en niet naar een opleiding waarvan de gegadigde blijk moet geven alvorens hij benoemd wordt, want anders heeft de wet geen enkele zin meer.

2. In artikel 2, 1°, van het ontwerp wordt net zoals in andere koninklijke besluiten (1) ook melding gemaakt van het getuigschrift van de middelbare graad van de School voor criminologie en criminalistiek.

In artikel 10, zesde lid, van het koninklijk besluit van 14 september 1936 tot herziening en coördinatie der statuten van de school voor criminologie en criminalistiek wordt bepaald dat een "getuigschrift van bekwaamheid" slechts aan de "examinandi" die geslaagd zijn voor het examen van de lagere graad wordt uitgereikt. Deze graad is evenwel opgeheven en vervangen door de middelbare graad

---

(1) Zie bijvoorbeeld artikel 1, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 3 april 1929 in zijn huidige lezing.

sedert het koninklijk besluit van 18 oktober 1938 in werking is getreden (1).

Er zou van de gelegenheid gebruik moeten worden gemaakt om artikel 10 van het koninklijk besluit van 14 september 1936 aan te passen aan de wijzigingen die in artikel 6 van hetzelfde besluit zijn aangebracht door het koninklijk besluit van 18 oktober 1938 en vervolgens door het koninklijk besluit van 15 januari 1991.

3. In artikel 2, 2°, van het ontwerp is er sprake van een "brevet van commissaris en adjunct-commissaris van politie".

Het betreft in werkelijkheid het oude brevet van kandidaat-commissaris en adjunct-commissaris van politie voorgeschreven door een koninklijk besluit van 12 april 1965, dat is opgeheven door het koninklijk besluit van

---

(1) Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 14 september 1936 tot herziening en coördinatie der statuten van de school voor criminologie en criminalistiek.

25 juni 1991 (1), met dien verstande dat er een overgangsregeling is ingesteld.

Indien de steller van het ontwerp wil dat de agenten die thans in het bezit zijn van een dergelijk brevet dat zij verkregen hebben onder een opgeheven regeling, eveneens kunnen worden aangesteld, moet hij die regel invoegen in een onderscheiden overgangsbepaling met vermelding van de juiste titel van het brevet, de regeling overeenkomstig welke dit brevet moet zijn uitgereikt en in voorkomend geval de voorwaarden waarop de agenten zich daarop kunnen beroepen.

4. In artikel 2, 4°, van het ontwerp is er sprake van een "attest waaruit blijkt dat de gerechtelijk agent geslaagd is voor het bekwaamheidsexamen of voor het vergelijkend examen van gerechtelijk officier, laboratoriumchef of chef van de dienst telecommunicatie".

a) Het bekwaamheidsexamen was voorgeschreven door artikel 2, 4°, van het koninklijk besluit van 7 mei 1921 houdende inrichting van de gerechtelijke politie, inzonderheid gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 juli 1956. Het koninklijk besluit van 7 mei 1921 is opgeheven bij het koninklijk besluit van 25 november 1991 (artikel 16), dat

---

(1) houdende de algemene bepalingen betreffende de opleiding van de officieren van de gemeentepolitie, de voorwaarden tot benoeming in de graden van officier van de gemeentepolitie en de voorwaarden tot aanwerving en benoeming in de graad van aspirant-officier van de gemeentepolitie.

het bekwaamheidsexamen vervangt door een wervings- en overgangsexamen.

Zoals is gezegd in verband met artikel 2, 2°, van het ontwerp, moet er derhalve een onderscheiden overgangsbepaling worden gewijd aan het vereiste met betrekking tot het slagen voor het bekwaamheidsexamen; in de tekst zou uitdrukkelijk moeten worden vermeld dat het om het bekwaamheidsexamen van gerechtelijk officier gaat.

b) Uit het koninklijk besluit van 17 oktober 1991 betreffende de laboratoria voor technische en wetenschappelijke politie blijkt niet dat er aan een bijzonder vergelijkend examen wordt gedacht voor de betrekkingen van laboratoriumchef, zodat het niet duidelijk is waarom er wordt verwezen naar een vergelijkend examen van laboratoriumchef dat onderscheiden is van het vergelijkend examen van gerechtelijk officier (zie artikel 10 van het besluit).

c) Overeenkomstig de opmerking die gemaakt is in verband met artikel 1, 2°, van het ontwerp, behoren de woorden "of chef van de dienst telecommunicatie" te vervallen in artikel 2, 4°.

d) Rekening houdend met de vorenstaande opmerkingen zou de tekst als volgt moeten luiden :

"4° een attest waaruit blijkt dat men geslaagd is voor het vergelijkend examen voor de werving in of de overgang tot de graden van gerechtelijk officier;".

5. Artikel 2, 5°, van het ontwerp luidt als volgt :

"5° diploma waaruit het slagen blijkt voor de vorming tot keuronderofficier bij de rijkswacht;" (1).

Er bestaat geen wets- of verordeningsbepaling die betrekking heeft op het uitreiken van een "diploma" ten bewijze van een geslaagde opleiding tot keuronderofficier bij de rijkswacht.

6. In de opsomming van diploma's, getuigschriften, brevetten en attesten die het een gerechtelijk agent mogelijk maken tot gerechtelijk officier te worden aangesteld staat in artikel 2, 7°, van het ontwerp :

"7° attest waaruit blijkt dat de gerechtelijk agent is geslaagd voor een bijzondere test die georganiseerd wordt door Onze Minister van Justitie betreffende de kennis in verband met de uitoefening van het ambt van officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings".

Uit de uitleg die de gemachtigde van de Minister heeft verstrekt, blijkt dat die bepaling beoogt te voorzien in de mogelijkheid om agenten aan te stellen, mits zij geslaagd zijn voor een "bijzondere test", die ofwel, gezien de datum van hun benoeming, de cursussen aan de School voor

---

(1) Indien de bepaling behouden blijft behoort er te worden geschreven "attest tot staving van een geslaagde opleiding tot keuronderofficier bij de rijkswacht;".

Criminologie en Criminalistiek niet met goed gevolg hoefden te volgen, ofwel de door die school georganiseerde examens hebben afgelegd doch tweemaal zijn afgewezen.

In feite betreft het een "herkansingsexamen", dat bestemd is voor alle agenten die niet kunnen of willen voldoen aan één van de andere voorwaarden die de Koning overeenkomstig artikel 2 van de wet van 18 juli 1991 heeft gesteld.

In verband met artikel 2, 7°, van het ontwerp rijzen twee bezwaren :

a) De bepaling kan, door te verwijzen naar een "bijzondere test" die los van enige specifieke opleiding staat, niet geacht worden de uitvoering te regelen van de taak die aan de Koning is opgedragen om de opleidingsvoorwaarden vast te stellen waarvan de aanstelling tot officier van gerechtelijke politie afhankelijk moet worden gesteld.

b) Doordat de in de bepaling gebruikte termen onnauwkeurig zijn - "kennis in verband met de uitoefening van het ambt" - komt het erop neer dat een bevoegdheid die de wet uitdrukkelijk aan de Koning heeft toegewezen, volledig aan de Minister wordt gedelegeerd.

Die bepaling is onwettig en moet bijgevolg vervallen.

7. Als gevolg van de voorafgaande opmerkingen moet artikel 2 grondig worden herzien teneinde nauwkeurig de vereiste opleidingsvoorwaarden te bepalen, welke :

a) enerzijds verschillend moeten zijn van de voorwaarden gesteld om tot agent-inspecteur of tot agent-operateur te worden benoemd;

b) anderzijds niet kunnen voortvloeien uit de enkele dienstanciënniteit van ten minste vijf jaar of uit de alleen op grond van zodanige anciënniteit opgedane ervaring, aangezien de anciënniteit en de opleiding volgens de wet cumulatieve voorwaarden zijn.

Artikel 3.

1. Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"De aanstelling kan alleen worden toegekend op de voordracht van de bevoegde procureur ... (voorts zoals in het ontwerp)".

2. Artikel 3, tweede lid, van het ontwerp betreft de intrekking van de aanstelling tot officier van gerechtelijke politie.

Ofschoon de wet niets voorschrijft omtrent de mogelijkheid van zulke intrekking, zou het onredelijk zijn

aan te nemen dat de aanstelling een onaantastbare toestand doet ontstaan waaraan nooit afbreuk kan worden gedaan (1).

Wil de aanstelling tot officier van gerechtelijke politie slechts een zuiver tijdelijke toestand doen ontstaan waaraan op ieder ogenblik een eind kan worden gemaakt, dan moet het ontwerp voorzien in de procedure van intrekking van de hoedanigheid van officier van gerechtelijke politie.

Die intrekking moet voortvloeien uit een nieuwe administratieve handeling ("actus contrarius"), die alleen kan worden gesteld in de gevallen, op de gronden (2) en

---

(1) Zie inzake een aanstelling tot een hogere functie van personeelsleden van de ontwikkelingssamenwerking : arrest DEWEZ, nr. 18.803, van 2 maart 1978.

(2) Men raadplege in verband met hogere functies de permanente tabellen van de Verzameling der arresten van de Raad van State, V° Openbare ambtenaren en beambten, nr. XII/H, en V° Personeel van de krijgsmacht, nr. III/D.

volgens de procedure (1), nader te bepalen in het ontworpen besluit.

Bijgevolg komt het aan de steller van het ontwerp toe om uitdrukkelijk aan te geven dat de intrekking haar grond kan vinden, hetzij in het belang van de dienst, hetzij in het persoonlijke gedrag van het personeelslid, hetzij in het belang van de dienst en in het persoonlijke gedrag van het personeelslid.

In zoverre het logisch zou zijn dat de intrekking gegrond kan zijn op het persoonlijke gedrag van het personeelslid, moet betrokkene vooraf worden gehoord. Het ontwerp moet dus worden aangevuld met bepalingen die de procedure van het verhoor regelen (voorafgaande waarschuwing, mededeling van het dossier, bijstand door een verdediger, overheid bevoegd om het personeelslid te horen, het opmaken van een proces-verbaal van verhoor, enz.).

Het ontwerp moet eveneens bepalen dat de overheid, bevoegd om de aanstelling in te trekken, de procureur-gene-

---

(1) Arrest DESPREZ, nr. 35.607, van 28 september 1990 : intrekking van een hogere functie, gemotiveerd door tekortkomingen die het personeelslid worden aangerekend.

raal bij het hof van beroep is die de gerechtelijk agent tot officier van gerechtelijke politie heeft aangesteld (1).

Ten slotte moet uit de tekst blijken of het advies van de procureur des Konings vereist is in alle gevallen, dan wel alleen in het geval waarin tot de intrekking besloten wordt op de voordracht van de officier die het bevel voert over de brigade.

---

(1) Betreffende het vraagstuk van de bevoegdheid inzake de intrekking van administratieve handelingen : arresten JEANRAY c.s., nr. 19.621, van 15 mei 1979; MALAIVE c.s., nr. 19.967, en ALBA c.s., nr. 19.969, van 11 december 1979.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS,

J. DE GRAVE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT,

Madame : R. DEROY, greffier,

De kamer was samengesteld uit

de Heren : kamervoorzitter,

staatsraden,

assessoren van de afdeling wetgeving,

Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J.-J. STRYCKMANS.